

Questions orales

ensuite la réglementation. Il y a également les renseignements fournis aux consommateurs. Il y a enfin l'obligation faite aux pollueurs et aux utilisateurs de payer une partie de la note. Même si tous ces moyens constituent des éléments importants, il faut les associer. Ils doivent être intégrés à un plan d'action global.

Nous estimons avoir beaucoup fait au cours des cinq dernières années pour améliorer la protection de l'environnement. Nous avons également beaucoup fait pour faire comprendre aux Canadiens l'importance de l'environnement. Nous entendons continuer dans cette voie dans le cadre de la consultation. Une fois cette consultation terminée, nous devons décider une fois pour toutes comment nous entendons exactement poursuivre cet effort majeur, comme nous le faisons depuis cinq ans et demi.

* * *

LES PÊCHES

M. George S. Baker (Gander—Grand Falls): Depuis deux ans, monsieur le Président, nous sommes témoins d'une augmentation astronomique du nombre de phoques le long des côtes nord et est du Canada. Si, en plus, nous tenons compte du fait que le gouvernement donne carte blanche aux pêcheurs étrangers, ne soyons pas étonnés que nos pêcheries soient dans une situation précaire. Le rapport Harris prouvera le bien-fondé des mes observations, si jamais le gouvernement se décide à le rendre public.

Le ministre des Pêches sait-il que, cette année, le prix payé aux pêcheurs pour les peaux de phoques a diminué de 50 p. 100? Ils attendent que le gouvernement réponde à leur demande de soutien des prix. Après la demande que les pêcheurs ont faite au ministre, pourquoi le gouvernement ne les aide-t-il pas?

• (1140)

Faudra-t-il que les pêcheurs plongent dans le lac Meech pour obtenir l'appui du gouvernement?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je ne recommanderais pas aux pêcheurs de plonger dans le lac Meech, mais c'est peut-être ce que le député devrait faire.

Des voix: Oh, oh!

M. Valcourt: Les phoques posent un problème. Nous cherchons à établir une stratégie à long terme axée sur la

recherche et le développement plutôt que de recourir à des solutions temporaires comme les subventions. Ce sont les paroles du ministre des Pêches de Terre-Neuve. Le député contredit ses collègues provinciaux libéraux.

Le député est-il en train de me dire que. . .

Des voix: Allons donc!

M. Valcourt: Eh bien, nous savons ce qui est arrivé après le rapport Malouf—que nous avons aveuglément suivi une politique? Le cas des phoques est sérieux. L'Office des prix des produits de la pêche a reçu des propositions. La demande est à l'étude, mais aucune décision n'a encore été prise. Je l'annoncerai dès qu'elle sera connue.

M. George S. Baker (Gander—Grand Falls): Monsieur le Président, c'est une réponse lâche. Bientôt il ne restera plus. . .

M. Clark (Yellowhead): Règlement!

M. le Président: Le député est un homme d'expérience. Sachant qu'il ne tient pas à continuer dans cette veine, je lui demande de poser sa question d'une manière mieux appropriée.

M. Baker: Monsieur le Président, les phoques sont maintenant deux fois plus nombreux que les Canadiens de l'Atlantique. C'est le pêcheur qui est en voie d'extinction.

[Français]

Est-ce que le ministre sait que nous avons les phoques par-ci, les phoques par-là, les phoques partout! Où est le gouvernement? Les phoques mangent du poisson, pas de la pizza!

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, c'est vrai que les phoques ne mangent pas de pizza, mais lui, le député, semble en manger beaucoup trop.

[Traduction]

Apparemment, monsieur le Président, le député vient d'apprendre ce mot français. Je tiens à lui dire—vous l'avez averti au sujet d'un autre mot qu'il a utilisé—que ce mot-là est recevable en français seulement.

Des voix: Oh, oh!

[Français]

M. le Président: Habituellement, c'est l'obligation de la Présidence de faire les avertissements qui sont nécessaires dans cette assemblée.